

# Élections : petit bémol sur un sujet majeur

Tribune – Edito - Ndimby A – 10/06/11

La solution du problème actuel est l'organisation d'élections. C'est sans doute le seul point sur lequel tout le monde est d'accord de façon consensuelle et inclusive. Je dirai même plus : on aurait évité le problème actuel si, au lieu de faire un coup d'État, Andry Rajoelina avait eu la sagesse et la maturité d'attendre les élections pour lesquelles il aurait eu l'âge. Car ce qui n'étonne le plus, ce sont les tartines actuellement faites par le Président de la transition (PT) pour glorifier le principe des élections, alors que lui-même ne s'est pas embarrassé de scrupules pour s'asseoir dessus en 2009. Et non seulement il n'a pas considéré les élections indispensables pour arriver au pouvoir, mais en plus, une de ses premières décisions fut la suspension de l'Assemblée nationale et du Sénat, pourtant composés d'élus [1]. Alors, sincèrement, quand j'entend le PT parler de démocratie ou faire l'éloge du vote comme mode d'expression du peuple, c'est comme si j'entendais Adolf Hitler parler de l'égalité des races.

Ceci étant dit, il est vrai que les élections sont la seule porte de sortie. Le régime de transition l'a d'ailleurs très bien compris en organisant en novembre 2010 un référendum constitutionnel pour lequel il espérait une élection à la façon mauritanienne de juillet 2009. Entendre par là un scrutin ala-safay organisé par un putschiste, juste pour obtenir la reconnaissance de la communauté internationale, quelles que soient les récriminations de l'opposition [2]. Malheureusement pour Rajoelina, le petit calcul n'a pas donné les effets escomptés à Madagascar. La raison en est simple : la source de la crise actuelle n'est pas la Constitution, dont le texte de novembre n'aura d'ailleurs pas apporté de changement majeur par rapport au texte précédent, mais la personne à la tête de l'État, et surtout son mode d'accès à cette fonction. Penser que le peuple malgache a validé la présence d'Andry Rajoelina par le biais de ce référendum-bidon n'est donc qu'une gigantesque galéjade. Un référendum constitutionnel, des législatives, des communales ou des élections de président de fokontany ne seront donc que des artifices dans le présent contexte, car au final seule la présidentielle est le véritable enjeu.

Pour assurer une véritable sortie de crise pérenne et aux effets durables, il ne s'agira donc pas de faire des élections pour le plaisir de faire des élections, mais de les organiser dans des conditions optimales de transparence, de liberté et d'égalité de chances entre tous les candidats. L'objectif est d'avoir des résultats qui puissent être considérés fiables, et s'imposer à tous comme indiscutables une fois proclamés officiellement. Al Gore a accepté cette règle en 2000, alors que dans le même contexte de polémique, des Africains comme Messieurs Rajoelina, Gbagbo ou Kadhafi se seraient empressés d'appeler les gens à descendre dans la rue, et à prendre les armes pour défendre l'assise de leur fondement sur un fauteuil présidentiel.

« Élections, piège à cons » disaient les manifestants français en 1968. Pour que des élections soient fiables, il faut que les institutions soient suffisamment fortes pour dépasser les questions d'individu. Qu'il s'agisse du Ministère de l'intérieur chargé de l'organisation ou de la Haute cour constitutionnelle chargée de la validation. La suspicion légitime qui pèse sur tous ces acteurs fait que les résultats sont systématiquement contestés par l'opposition à Madagascar, à l'exception de ceux de 1992/1993. Des élections truquées entraînent donc automatiquement abstention et révolutions. Cela explique d'ailleurs pourquoi les élections n'ont jamais été un bon baromètre de la stabilité à Madagascar. Philibert Tsiranana, élu en janvier 1972 par 99,78% des voix, est balayé par la rue en mai de la même année, avant de l'être par les urnes en octobre 1972. Didier Ratsiraka, réélu pour un troisième mandat par 63% des voix au premier tour des élections de mars 1989, doit subir une fronde majeure deux ans plus tard. Albert Zafy, élu par 66% des voix en février 1993, subit une procédure d'empêchement en 1996. Marc Ravalomanana, réélu par 53% en 2006, est balayé par une poignée de vociférants de place publique en 2009. Sans oublier qu'il avait réussi à faire passer par 75% des votes une révision constitutionnelle en 2007, soit deux ans avant le début des mouvements de rue qui allaient l'emporter.

La mise en place de la fameuse Commission électorale nationale indépendante (CENI) est-elle en passe de changer la donne ? Déjà, la nomination de ses membres autorise un légitime questionnement, et sa prestation concernant le référendum de novembre 2010 a été qualifiée par la très respectable Commission nationale pour l'observation des élections (CNOE) comme étant « la pire élection qu'elle ait eu à observer ». Notons d'ailleurs que le principe de commission électorale indépendante laisse perplexe en Afrique [3], car dans la plupart des pays où elle a été mise en place, elle n'a eu d'indépendance que dans le nom, tout comme la démocratie dans la République démocratique de Didier Ratsiraka. De notre point de vue, la mise

en place et la composition actuelle de la CENI par le régime de transition est donc à l'image de sa spécialité : ala-safay. Comme les Places de la démocratie et autres activités servant plus d'alibi qu'autre chose. À bonne école ?

Encore une fois, il est regrettable qu'Andry Rajoelina ait choisi de faire un coup d'État, qu'il a maquillé derrière de nobles motivations pour tenter d'occulter que sa véritable raison était la vengeance contre les tracasseries injustifiées dont il était victime. Les frustrations post-2002 et l'accumulation des bourdes du Président Ravalomanana ont juste créé un terreau favorable à la Révolution orange. Cependant, même si l'option prise par Andry Rajoelina est extrêmement détestable eu égard aux motifs, aux méthodes et aux conséquences, force est de constater que l'ex-DJ et ses partisans n'ont fait que se mouler dans la pratique des mœurs politiques du pays depuis 40 ans. Incendies, pillages et saccages de bâtiments publics et privés ? N'oublions ni l'incendie de l'Hôtel de ville (1972), ni celui de la Radio tsioka vao (2002), ni (entre autres) le pillage de la maison de Guy Willy Razanamasy (2002). Utilisation de forces armées pour asseoir une prise de pouvoir ? N'oublions pas les réservistes de sinistre mémoire en 2002. Naissance d'un mouvement insurrectionnel dans la rue sous la houlette d'un groupe de leaders ? N'oublions ni Albert Zafy en 1991, ni Marc Ravalomanana en 2002. Utilisation de gros bras civils contre les opposants ? N'oublions pas les antandroy amenés par Didier Ratsiraka pour lapider les manifestants devant le Palais d'Iavoloha le 10 août 1991, ou les casseurs téléguidés par le régime Ravalomanana durant les meetings du KMMR en 2003. Coup d'État au sens de s'arroger le pouvoir en usant de voie extraconstitutionnelle ? N'oublions pas l'auto-proclamation de Marc Ravalomanana du 22 février 2002. Le griot illuminé qui annonce que c'est la volonté du peuple qui a placé Andry Rajoelina au pouvoir en mars 2009 est tout aussi ridicule que celui qui va soutenir mordicus que Marc Ravalomanana n'avait pas fait de coup d'État en février 2002, ou qu'il avait gagné au premier tour.

La conclusion est donc la suivante. Le plus important dans un pays comme Madagascar n'est pas le changement de Constitution, de Président ou l'incrémentation du numéro de la République, car les facteurs structurels sont profondément enracinés dans la tête des hommes et femmes de la classe politique qui forment les dirigeants et leurs entourages. Certains malfaisants étaient déjà proches d'Albert Zafy en 1991, puis proches de Marc Ravalomanana en 2002, et à présent proches d'Andry Rajoelina en 2009. Avant d'être certainement dans les coulisses du prochain sale coup qui se préparera, trop cancre pour prendre les devants ou se soumettre au verdict des urnes, mais trop heureux de s'imaginer faiseurs et défaiseurs de roi dans les coulisses.

Par conséquent, la lecture des événements récents ou passés dans l'histoire de notre pays depuis le retour à l'Indépendance en 1960 démontre ce que j'écrivais en juin 2010 : c'est la faillite des élites, si élites il y a. Dans cet éditorial, je pointais du doigt l'indigence de la mentalité de nos politiciens [4] et leur manque de culture politique à cause des lacunes en formation. On pourrait y rajouter leur rapacité dès qu'il s'agit d'avantages, comme ces membres de ces assemblées de non-élus de la Transition. Mais au-delà, ce qui est vraiment déplorable, c'est que ceux sur lesquels on aurait pu poser un espoir de changement (même minime) répondent au bout du compte aux abonnés absents. Sans jamais avoir voté Ravalomanana de ma vie ni être un zanak'i Dada, je trouvais pertinent sa volonté de renouveler le personnel des hauts commis de l'État à travers des injections de Tiko Boys, ou encore la mise en place du National Leadership Institute of Madagascar (NLIM). Et à la rigueur, on aurait également pu penser en l'écoutant en 2009 qu'Andry Rajoelina allait apporter du sang neuf et des idées nouvelles, au nom du changement dont il s'était fait le héraut. Sur ce point, il faut toutefois reconnaître qu'Andry Rajoelina a vraiment apporté de grands changements dans le pays. Mais en pire.

Et ce ne sont pas les dinosaures ou fils de tyrannosaures qui l'entourent qui ont un potentiel de faire changer les choses. Il est donc ridicule d'espérer que le PT soit capable d'organiser des élections propres. Non seulement l'expérience du référendum de novembre 2010 montre son manque de capacité, mais les faits démontrent depuis deux ans qu'il ne sait même pas ce qu'est cette démocratie dont il prétendait pourtant se faire le champion national [5]. En tous cas, les pratiques de ce régime de transition sont une encyclopédie vivante de contre-exemples démocratiques, de l'intimidation de journalistes à l'emprisonnement d'opposants, en passant par les places de la démocratie aussi bidon que leur parrain. Ses actuelles manigances pour écarter Marc Ravalomanana de la course présidentielle pour de pseudo-prétextes pénaux sont pitoyables. Mais on ne peut que se dire aussi que sur ce dossier, Rajoelina est à bonne école, celle de l'épisode Pierrot Rajaonarivelo en 2006.

« L'homme d'État pense à la prochaine génération, l'homme politique à la prochaine élection » disait James Freeman Clarke. Sans doute serait-il utile à Madagascar de mettre en place un mandat présidentiel long mais unique (7 ou 8 ans), et donc qui ne soit pas renouvelable. Cela enlèverait à la fois de la tête du titulaire du poste l'obsession d'une réélection à n'importe quel prix, et permettrait aux opposants d'espérer sereinement le prochain scrutin. L'esprit de l'un sera alors assez libre pour penser à la prochaine génération,

et celui des autres serait assez dégagé pour ne pas passer leur temps à monter une révolution de fosse qui me rend sceptique. Comme celle de 2009.

## Notes

[1] Le Sénat comportait toutefois une part de personnes nommées par le Président.

[2] Ala-safay : « fanaovan-javatra tsizarizary mba hisehoana ho nanao fotsiny ka hahafa-tsiny eo imason'ny olona » ; acte bâclé, pour montrer qu'on a agi pour la forme, afin d'éviter les critiques d'une opinion qui n'aurait pas admis l'inaction (Traduction libre de la définition donnée par l'académicien Régis Rajemisa-Raoilison dans son dictionnaire Rakibolana malagasy).

[3] Au sujet des CENA, CENI, CEI, ONEL ou ELECAM en Afrique, lire l'excellent article du juriste Stéphane Bolle.

[4] Il faudrait bien que quelqu'un finisse par sortir les images de ce chef de parti pro-Rajoelina, qui s'est empressé de s'asseoir sur un fauteuil de la classe affaires dans l'avion au départ pour Gaborone, et qui a refusé d'en bouger (« Tsy hiala eto aho ») malgré son siège en classe économique et les demandes du personnel de bord, telle une vache sacrée en Inde ou une bourrique en Italie.

[5] Et même régional, en fanfaronnant à tort et à travers être le père spirituel des révolutions en Afrique.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Elections-petit-bemol-sur-un-sujet,16016.html>